

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité
www.chroniquedelasemaine.com

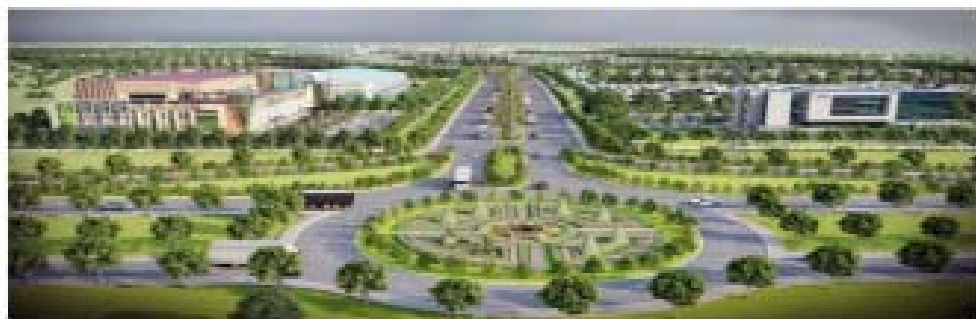
Collaboration de la population aux côtés des forces de l'ordre dans la lutte contre l'insécurité : P.4

La Police alerte sur des erreurs à éviter



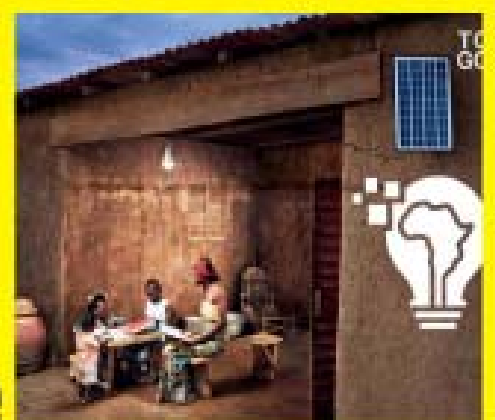
Vue de l'entrée principale de Direction Générale de la Police Nationale

Implantation de la PIA:
Faure Gnassingbé engage le Togo sur la voie de l'industrialisation P.3



Accès universel à l'énergie électrique à 100% d'ici 2030 :

Le Président Faure Gnassingbé balise la voie P.2



Journée mondiale des Océans :
Le ministre Edem Tengué appelle à un changement de comportement vis à vis de nos océans P.2



Edem Tengué, le ministre en charge de l'Economie bleue



Le président Macron giflé :
Voici les raisons du quidam P.7

La musique togolaise en deuil : Achi Déba s'en est allé ! P.5



« 1 milliard d'arbres d'ici 2030 »:
Après l'euphorie, à quand le changement des paradigmes ? P.4



Le ministre de l'Environnement Foli-Bazi Katari mettant en terre un plant lors de la journée de l'arbre

Accès universel à l'énergie électrique à 100% d'ici 2030 :

Le Président Faure Gnassingbé balise la voie

L'accès universel à l'énergie électrique est un maillon essentiel pour tout développement et nul doute indispensable à toute transformation industrielle. Pour atteindre les objectifs de sa nouvelle politique, celle de la transformation sur place des produits locaux en produits finis, le gouvernement togolais, sous le leadership du président Faure Gnassingbé s'est lancé le défi de rehausser le niveau national de la couverture électrique estimée de 50% aujourd'hui à 75% en 2025 et à 100% en 2030.

Le chef de l'Etat togolais s'est engagé sans ménager aucun effort depuis quelques années dans l'installation dans toutes les contrées du territoire national, des centrales photovoltaïques, des postes de transformation et en encourageant l'implantation des lampadaires. Convaincu que l'accès universel aux services sociaux de base est un facteur important de la cohésion nationale et du partage de prospérité entre autres, le numéro un togo-

lais a fait appel à l'aide des partenaires internationaux. Tous ces efforts gouvernementaux et des partenaires internationaux conjugués conduisent lentement mais sûrement à la concrétisation de la vision des plus hautes autorités du pays.

En effet, l'ambition des autorités togolaises, est de rendre d'ici 2030 accessible l'énergie électrique à tous les ménages, quelle que soit leur position géographique, et de relever à 50% la part de l'énergie renouvelable dans



son bouquet énergétique. D'ici 2025, le pays veut atteindre les ¾ du chemin en intégrant, entre autres solutions innovantes, l'accès de 300 000 foyers à l'énergie à travers des kits solaires via le programme d'électrification rurale «Cizo» ; l'installation de 120 000 lampadaires dans les

zones rurales, la poursuite du programme de chèque solaire de 2 000 francs CFA mis à disposition des foyers... A ce jour, le taux national d'électrification est de 50%, contre 18% il y a 16 ans.

Au nom de cet important projet, en avril 2021, le président de la République

togolaise s'est rendu en France, où il a signé un accord avec Sunna Design, une entreprise spécialisée dans l'éclairage public solaire et autonome. Grâce à cette entente, financée à coup de milliards (26,2 milliards de francs CFA), 50 000 lampadaires solaires seront installés sur le territoire.

Outre cet accord, Faure Gnassingbé s'est assuré que l'Agence française de développement (AFD) s'engage à injecter prochainement 49 milliards de francs CFA dans le Programme d'extension de réseau électrique dans les centres urbains du Togo (Perecut). Ce programme permettra d'électrifier 50 localités. Il bénéficiera à plus de 500 000 Togolais.

Au cours de l'année écoulée, plusieurs actions en rapport avec la stratégie nationale d'électrification ont marqué le secteur des énergies : lancement à Blitta des travaux de construction de la première des 06 centrales photovoltaïques ; les localités rurales Vo-Asso et Zooti ont été électrifiées grâce à l'installation de 02 postes de transformation et 107 lampadaires ; la tranche sociale d'électricité a été rendue gratuite pour limiter les impacts indésirables de la crise sanitaire ; 22 milliards ont été débloqués pour l'installation de lignes basse et moyenne tension, la construction de télé-conduites et le raccordement de nouveaux abonnés dans le cadre du Projet d'extension du réseau électrique de Lomé (Perel) ; bouclage du financement de la construction de la centrale Kekeli (65 MW) estimé à 60 milliards...

Daniel A.

Journée mondiale des Océans : Le ministre Edem Tengue appelle à un changement de comportement vis à vis de nos océans

Le Togo à l'instar des autres pays du monde, a commémoré la journée internationale des océans observée tous les 8 juin de chaque année. La célébration de l'édition 2021 est placée sous le thème « Océan: vie et moyens de subsistance ». C'est une occasion pour le gouvernement et les acteurs des océans de sensibiliser les populations du littoral sur les impacts de la pollution, de la prolifération des déchets et sur les comportements nocifs et dégradants affectant les océans. Des communications et discussions ont marqué l'apothéose de cette journée mardi dernier.

Plusieurs activités ont été effectuées dans le cadre de cette journée notamment la conception des outils de sensibilisation, l'organisation d'une campagne de sensibilisation de masse autour de l'évènement, l'organisation de l'opération «Plage propre ou Clean Beach » et l'organisation de l'apothéose de la journée des océans.

La crise de l'océan constitue un sujet sensible d'actualité. Le monde a besoin d'une politique transformatrice, innovante, à grande échelle et dotée de moyens suffisants afin d'accorder une place de choix aux sciences océaniques. C'est dans ce cadre que chaque 08 juin, le monde célèbre la Journée mondiale des océans. Cet évènement annuel vise à non seulement célébrer les merveilles des océans, à rendre hommage à leur beauté et à leur richesse, à sensibiliser le grand public au rôle crucial

qu'ils jouent dans notre subsistance, mais surtout à mobiliser et unir les populations autour des menaces qui pèsent

Toute les 60 secondes un camion de plastique pénètre dans l'océan et 8 millions de tonnes de déchets plastiques y sont rejetés chaque année. Cela conduit à la destruction des écosystèmes marins » a déploré Edem Kokou Tengue, Ministre en charge de l'Economie Maritime, de la Pêche et de la Protection côtière.

Cette apothéose va permettre d'attirer les attentions sur les dangers qui pèsent sur les océans, de communiquer sur l'importance de

à l'océan nécessite un changement de comportement vis-à-vis de notre mode de consommation et de fonctionnement. Je nous invite à redonner vie à nos océans » a lancé le Ministre Edem Kokou Tengue. Cette Journée Mondiale des océans interpelle tous les Togolais à agir en synergie de partenariat en faveur de la protection durable de l'océan et mer au niveau national. Il s'agit de redonner vie aux océans, lutter contre toutes les formes de dégradations qui pèsent sur l'océan togolais et oeuvrer pour contribuer efficacement à l'atteinte des objectifs inscrits dans la feuille de route gouvernementale 2025 et faire du Togo un hub logistique conformément à l'axe 1 du Plan national de développement (PND) 2018-2022.

Rappelons que les océans procurent 50% de l'oxygène que nous respirons et stockent 93% du carbone sur la planète. Malgré ce rôle clé que jouent les océans, plusieurs menaces pèsent sur eux. Ils sont soumis à des stress importants en raison de plusieurs facteurs. Le littoral togolais n'est pas épargné de cette série de problèmes dont l'érosion côtière entraînant un recul de 10 mètres par an, ce qui handicape la mise en place d'une gestion intégrée et durable de l'espace littoral.

Carole A.



Table d'honneur

sent sur les océans.

« Nous sommes en réalité en pleine crise des océans. Nous prenons malheureusement l'océan comme un dépotoir. Gaz à effet de serre, le fumier et les engrais, plastique, la pollution pétrolière et bien plus encore.

la Journée mondiale des océans, partager des informations sur la vie et moyens de subsistance des océans et rappeler la contribution des collectivités locales dans la lutte contre la pollution marine au Togo.

« Vivre et redonner vie

CHRONIQUE
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récupéré n°0338/05/03/08
28 BP : 23 Lomé - Togo
Tél: 92 40 38 43/70 35 35 97
Société de Presse : CHRONIQUE
DE LA SEMAINE SARL-U

Responsable
Julienne Pawimondom
BELEI-ALIZIOU

Directeur de la Publication
Daniel E. ASSOTE
Tél. 92 40 38 43

Rédactrice en Chef
Amplaba AGHEY-LAWSON

Rédaction
Carole A., Daniel A., Kapo A.

Imprimerie SDR/Tirage : 2000 ex.

Implantation de la PIA: Faure Gnassingbé engage le Togo sur la voie de l'industrialisation

Dans sa politique de développement local, le chef de l'État Faure Gnassingbé s'est engagé depuis quelques années à doter le Togo des usines de transformation des produits locaux. Ceci pour l'objectif non seulement de mettre fin à l'exportation brute de ces produits vers l'étranger privant ainsi de nombreux jeunes d'emplois mais aussi pour attirer les investisseurs à venir investir sur place au Togo. Déjà les riverains saluent les retombées économiques obtenus.

Le 06 juin 2021 dernier, le numéro un togolais avec à ses côtés, la Présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tsègan et le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé ainsi que plusieurs personnalités du gouvernement, du monde politique, diplomatique et du monde des affaires a procédé à l'inauguration de la plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA). D'un coût global de 200 millions d'euros soit 131 milliards de FCFA, cette PIA située à 15 km à la sortie nord de Lomé, est érigée sur 400 hectares, va offrir un cadre propice à l'implantation d'usines pour la transformation des produits locaux, riches et naturels et leur exportation. Et suggérera des services logistiques dont un parc à conteneurs, une plateforme de stockage du coton et 200.000 m² dédiés à des activités logistiques. Ce hub logistique industriel d'Adétikopé a été réalisé grâce aux efforts conjugués entre le gouvernement togolais et son partenaire Arise IIP (Arise Integrated Industrial Platforms). À l'occasion de la cérémonie d'inauguration, le président Faure Gnassingbé a estimé que cette infrastructure n'est rien d'autre que la marque de la volonté du Togo pour l'industrialisation « Ce projet n'est qu'un exemple de ce qui peut être réalisé au Togo, lorsque la République du Togo ainsi que tous les investisseurs et toutes les entreprises qui souhaitent sérieusement créer de la valeur œuvrent en vue d'un objectif commun. Malgré le contexte difficile lié à la pandémie, le projet a démarré dans les temps, il a été livré rapidement et est désormais opérationnel. La plateforme capitalisera sur les ressources naturelles abondantes de notre pays. Elle garantira que le Togo obtienne une meilleure part de la valeur ajoutée grâce au développement de l'industrie locale afin de créer plus d'emplois pour nos jeunes. PIA témoigne une fois de plus de l'engagement du Togo pour l'industrialisation », a indiqué Faure Gnassingbé.

Pour le ministre togolais du commerce, M.

Gnassingbé porte cette grande vision, celle de transformer de façon structurelle le pays. Pour le ministre Adedze Kodjo, avec cette plateforme industrielle, le Togo devra redoubler d'efforts dans la modernisation de la production agricole et dans le volume des espaces cultivés des matières premières pour pouvoir alimenter l'entreprise d'une part et devra permettre au Togo d'autre part de changer de paradigme en créant des chaînes de valeurs sur certaines matières premières à savoir le coton, le soja, le bois etc qui sont exportés de façon brute. « Par rapport au lancement de la PIA qui se situe dans un partenariat public-privé, il va permettre le positionnement de certains nombre d'industries notamment l'industrie du textile (...). A terme, c'est d'avoir 35.000 emplois sur la plateforme », a indiqué M Adedzé. Le ministre rassure par ailleurs que grâce à la nouvelle donne de gouvernance axé sur le résultat, cette plateforme qui est composée de plusieurs industries et capable d'engager 35000 emplois, ne connaîtra pas le triste sort qu'a connu d'autres sociétés. Tout se sera mis en oeuvre pour éviter les erreurs du passé

Du côté, des partenaires on salue la réalisation de ce joyau qui était un rêve pour le gouvernement togolais. « Nous transformons aujourd'hui une vision en réalité », a laissé entendre M Gagan Gupta, co-fondateur d'ARISE IIP. « Nous sommes très enthousiastes à l'idée de rassembler les acteurs de l'industrie locale et de mobiliser des investisseurs étrangers pour créer un écosystème compétitif de traitement du coton. PIA est une autre occasion pour ARISE IIP de mettre en valeur son modèle de développement industriel, un modèle qui génère des gains mutuels grâce à la transformation durable et éthique des ressources naturelles. Le succès de PIA réside également dans un partenariat réussi avec la République togolaise, laquelle a mis en place le cadre réglementaire nécessaire pour promouvoir l'industrialisation », a-t-il indiqué

Pour rappel, les autorités togolaises, sous le leadership du chef de l'État



Le Chef de l'Etat inaugurant la Plateforme Industrielle d'Adétikopé

Faure Gnassingbé, se sont résolument engagées dans l'industrialisation du pays avec pour ambition, la promotion de la transformation des produits locaux.

En somme, la plateforme industrielle d'Adétikopé va regrouper plus d'une vingtaine d'industries. Mais en attendant, les responsables du site renseignent que, bien avant l'inauguration, 8 entreprises sont déjà signalées. Parmi elles, il y a une entreprise qui excelle dans la transformation

du Soja, deux dans la transformation du textile, une dans la transformation du marbre, une dans la pharmaceutique et les autres dans la logistique. La PIA permettra, faut-il le préciser, d'offrir près de 35.000 emplois à terme et comprendra un service à guichet unique, des unités industrielles, un parking pouvant accueillir 700 camions, un parc pour stocker 12500 conteneurs. Elle se veut une vitrine et un enracinement du Togo vers une nouvelle étape de son développement. En

attendant la concrétisation de ces retombées, les riverains témoignent des atouts engendrés pendant l'installation de l'entreprise. « Nous sommes fiers de cette PIA, depuis qu'on a commencé la construire ce site, mes chiffres d'affaires ont plus que doublé. C'est chez moi que beaucoup d'ouvriers viennent manger. Moi j'ai déjà gagné ma part » s'est réjouie Foussena, responsable d'un restaurant à Adétikopé. Pour M. Lamboni un retraité et riverain de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé, l'implantation ce joyau a permis aux propriétaires de maisons de louer leurs chambres qui étaient inoccupées, aux ingénieurs et beaucoup de gens qui ont travaillé sur ce chantier. « Aujourd'hui nous ne vivons plus à Adétikopé mais plutôt Adétiville. On a rien à envier aux gens de Lomé. Notre souhait est que toutes les promesses que nous venons d'entendre puissent être des réalités de tous, surtout pour les jeunes sans emploi de notre localité » a lancé M.Lamboni

Ampiaba A.

Couverture sanitaire universelle : Le gouvernement s'active

Le Togo fait un pas de plus vers l'assurance maladie universelle. Mme le Premier Ministre Victoire Tomégah-Dogbé a présidé le jeudi 03 juin 2021, à la Primature, la première réunion du comité de pilotage du projet de services de santé essentiels de qualité pour la couverture sanitaire universelle. C'était en présence de la Directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo, Mme Coralie Gevers.

La réunion a permis de mettre en place la structure institutionnelle de coordination de l'assurance maladie universelle avec la définition des rôles de chaque acteur. L'institution financière s'est engagée dans l'atteinte de la couverture sanitaire universelle au Togo, un programme phare de la feuille de route gouvernementale, avec une enveloppe de 70 millions de dollars.

« Pour la Banque mondiale, le projet vient renforcer les services essentiels de santé et lancer la couverture sanitaire universelle pour les Togolais », a déclaré Mme Coralie Gevers.

Le Gouvernement salue cet appui de la Banque mondiale sur les cinq prochaines années en faveur



Le ministre Agba Assih de l'Accès universel aux soins (au micro)

des couches les plus vulnérables.

« Il s'agira principalement d'augmenter les centres de santé sur le territoire national, de mieux les équiper, de recruter des ressources humaines en santé et réduire l'effort financier à l'accès aux services de santé de base en permettant à ces populations vulnérables de bénéficier

d'une assurance maladie. C'est dans ce cadre que Son Excellence Madame le Premier Ministre a présidé le premier comité de pilotage du projet de services de santé essentiels et la couverture sanitaire universelle », a expliqué Dr Mamessilé Agba-

Assih, Ministre Déléguée chargée de l'Accès universel aux soins.

Outre le comité de pilotage qui regroupe les ministères sectoriels, des unités de gestion de projets seront également mis en place pour une assurance maladie universelle réussie pour les populations.

Carole A.

Collaboration de la population aux côtés des forces de l'ordre dans la lutte contre l'insécurité: La Police alerte sur des erreurs à éviter

Le gouvernement togolais dans sa politique de lutte contre la criminalité, n'a jamais cessé de solliciter une franche collaboration avec les forces de l'ordre. Une mission qui consiste essentiellement à alerter la police sur des comportements suspects autour de soi ou d'accepter renseigner la police dans le cadre des enquêtes policières en répondant sincèrement et librement à son interrogatoire. Malgré que ce service demandé à la population contribue à la sécurité de tous, beaucoup de Togolais hésitent à répondre à cet appel des autorités par peur des représailles ou par méconnaissance des mécanismes de dénonciation des comportements douteux et criminels à la police.

C'est dans ce sens que les responsables en charge de la sécurité et de la protection civile ont entamé depuis un certains temps à travers des programmes de renforcement de la police de proximité, des émissions médiathèques dénommées « allo police » visant à sensibiliser la population sur la vigilance et surtout sur comment maintenir la sécurité autour de soi. S'agissant ainsi de comment porter une information d'ordre sécuritaire à la connaissance de la police sans être victime de représailles. La police informe que cela doit se faire dans la plus grande discrétion.

Cependant, selon la même source, on peut appeler au téléphone la police et lui rapporter les faits dans les moindres détails. On peut également

se déplacer dans une unité de police ou dans le commissariat le plus proche pour le faire. En fin on peut envoyer un courrier à la police pour les actes de dénonciations. Toutefois ces dénonciations doivent se faire dans la plus grande discrétion pour éviter les représailles. Il faut absolument éviter de dire ouvertement devant les délinquants que : « s'ils n'abandonnent pas leur mauvais comportement, je porterai l'affaire devant la police ». Par conséquent pour les cas de dénonciations, il faut prendre certaines mesures notamment, ne pas menacer les délinquants dans le quartier avant d'aller à la police. Ne dite pas par exemple : « nous vous connaissons bien, vous allez voir ce qui va vous arriver etc. ». Nonobstant, il ne faudrait pas attendre qu'un acte



Photo Archives

délituel soit connu et qu'on ait des preuves avant de saisir la police. « Déjà quand vous constatez un comportement suspect d'un individu, l'obligation vous est faite de saisir la police. Le fait de voir une personne étrange rôder dans votre quartier, peut déjà vous amener à informer la police » a déclaré un agent de force de l'ordre.

Il est important de souligner que quand un citoyen saisit la police et qu'elle agit, ce dernier ne doit pas crier victoire dans le quartier. Il serait bien de ne pas s'en réjouir publiquement. L'on doit jouer à l'indifférent car ces malfaiteurs qui sont

dénoncés peuvent avoir des partisans ou même des parents qui pourraient éventuellement chercher à les venger. Par contre, la police rassure qu'aucune personne ne doit avoir peur de dénoncer les malfaiteurs. Elle se dit prête à protéger l'anonymat du citoyen et ne pourra sous aucun prétexte révéler son identité.

A en croire les professionnels de la sécurité dans notre pays, dénoncer des voleurs, des malfrats, des vendeurs et les consommateurs des stupéfiants, bref tout ce qui crée l'insécurité dans les quartiers ou ailleurs est un acte civique qui

fait partie de la sécurisation de nos villes et villages. Aussi le citoyen qui pose cet acte, disent-ils, garantit sa propre sécurité et celle des autres. Ne pas dénoncer un malfaiteur sous prétexte que vous n'êtes pas victime de l'un de ses actes, c'est en revanche manquer à votre devoir de citoyen. Vous mettez ainsi sans le savoir votre propre vie et celle des autres en danger. D'ailleurs ce malfaiteur ne vous avertira pas lors qu'il voudra faire de vous sa prochaine victime. Malheureusement beaucoup de personnes connaissent dans leurs quartiers les endroits où l'on vend de la drogue, les endroits où les malfaiteurs se réunissent avant et après leurs forfaits sans toutefois les dénoncer.

La police réitère son invitation aux uns et aux autres à changer de mentalité et à ne jamais permettre que nos quartiers et villes se transforment en zone de non droit, que chacun participe d'une manière ou d'une autre à la coproduction de la sécurité en appelant pour Lomé le 117 et le 115 pour l'intérieur du pays.

Essobiou A.

« 1 milliard d'arbres d'ici 2030 »:

Après l'euphorie, à quand le changement des paradigmes ?

Pour rallumer la flamme de la politique de reboisement initiée le premier juin 1977 par le père de la nation togolaise feu Général Étienne Eyadéma Gnassingbé, le gouvernement sous l'impulsion du président Faure Gnassingbé a lancé le premier juin dernier un ambitieux projet de restauration de la couverture végétale dénommé « 1 milliard d'arbres d'ici 2030 ».

C'est en grande pompe sous le projecteur et des caméras que les membres du gouvernement, les députés, les diplomates, les élus locaux, les journalistes ont mis en terre des jeunes plants le 1er juin 2021 pour marquer l'adhésion du peuple togolais à cette politique environnementale et écologique du président Faure Gnassingbé.

La grande question que l'on doit se poser, c'est comment s'y prendre pour que le projet « 1 milliard d'arbres d'ici 2030 » ne subisse pas le triste sort du programme « un togolais un arbre » du général Eyadéma. Car c'était le même engouement qui avait animé le peuple togolais le premier juin 1977 jusqu'aux années 90 où la démocratie mal comprise ne vienne annihiler l'ardeur de la population.

En fait, l'avènement de la démocratie était reçu dès le début comme la fin de l'obéissance non seulement aux auto-

rités mais aussi à tous les projets venant des dirigeants. Sur cette mauvaise lecture de la démocratie soutenue par certains partis politiques de l'opposition, une grande partie de la population va fouler au pied l'événement national du 1er juin en boycottant la mise en terre et l'entretien des jeunes plants juste pour faire mal à l'autorité au nom de la démocratie. Ces erreurs, trente ans après n'ont laissé que des conséquences amères notamment, la disparition du couvert végétal et des espaces de la faune, l'appauvrissement des sols, rareté des pluies etc.

C'est donc fort de cette situation inquiétante que depuis son accession au pouvoir en 2005, le chef de l'État n'a ménagé aucun effort pour inciter à la protection de l'environnement à travers le reboisement jusqu'à ce projet « 1 milliard d'arbres d'ici 2030 ». Il va sans dire que, en initiant ce nouveau projet, le président de la République a constaté des faiblesses et des dé-



Le ministre de l'Environnement Foli-Bazi Katari

faillances dans les efforts déployés jusqu'ici en matière de reboisement. En effet, malgré la prise de conscience de tous les togolais sur l'utilité de l'arbre, beaucoup de dysfonctionnements font piétiner les différents programmes de restauration de couverture végétale nationale.

Aujourd'hui ce n'est plus le vent de la « mauvaise démocratie » qui fait tomber les programmes de reboisement, mais plutôt celui du manque de rigueur. D'où l'impératif de changement de paradigmes. D'une manière générale, il s'agit d'un manque criard de suivi et l'en-

retien des jeunes plants mis en terre le 1er juin de chaque année malgré quelques interventions de l'Agence Nationale de l'assainissement Public (ANSAP) ces dernières années. Outre ce problème, il est constaté la destruction prématurée des jeunes plants dans les grandes villes de notre pays au profit des grands travaux de construction des infrastructures. Pour preuve, nombre de certains espaces publics de la capitale reboisés le 1er juin 2019 sont déjà rasés par les bulldozers pour d'autres projets, quel gâchis. Pendant ce temps, c'est les feux de brousse qui réduisent en

cendre chaque année ces jeunes plants mis en terre sous les sons de fanfare dans nos villages.

Ainsi, urge-t-il, cette fois ci pour sauver le projet « 1 milliard d'arbres d'ici 2030 », au-delà des campagnes de sensibilisations, mettre des équipes bien engagées pour l'entretien et la protection de ces jeunes plants sur toute l'étendue du territoire national. Il va falloir que les ministères de l'environnement, des travaux publics et de l'urbanisme fassent des plans et des projets concertés de l'urbanisation de nos villes et villages afin que les espaces réservés aux reboisements de longues années puissent être définis.

Ceci dans le but d'éviter d'éventuelles destructions des jeunes plants pour la réalisation d'autres projets des infrastructures d'utilité publique. Il convient également que le ministère de l'environnement et celui de la justice puissent sévir contre des auteurs des feux de brousse, qui sont jusqu'ici impunis.

Daniel .

Probable foyer de la grippe aviaire à Djaqlé-Klémé: Les dispositions de vérification et de circonscision de la maladie déjà au point

Le Togo en passe d'enregistrer pour une énième fois un foyer de grippe aviaire. C'est à quelques kilomètres de la capitale que se situe le site avicole victime d'une probable contamination de la grippe aviaire alerté par les propriétaires dudit site.



En effet, le gouvernement togolais a indiqué mardi 8 juin 2021 qu'il y a « une forte suspicion de la présence du virus de la grippe aviaire » à Djaqlé (15 Km de Lomé). 563 têtes de volailles sont mortes mystérieusement dans une ferme avicole située à Klémé 1 dans le canton de Djaqlé le 3 juin dernier. Les ministres togolais Antoine Lekpa Gbegbeni de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural, Moustafa Mijiyawa de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins, et Foli-Bazi Katari de l'environnement et des ressources forestières ont alerté le public mardi sur la probable présence de la

grippe aviaire au Togo. Dans un communiqué conjoint, ils ont indiqué qu'une équipe conjointe de la direction de l'élevage, de la direction régionale de la santé Maritime et de la direction préfectorale de la santé Zio s'est rendue dans la ferme en question le jeudi 3 juin dernier. C'était sur appel du responsable de ladite ferme qui abritait au total 1000 poules pondeuses. Ce jour-là, elle a enregistré un taux de mortalité de plus de 50%, soit au total 563 têtes de volailles. Les 3 ministres annoncent que « des prélèvements ont été immédiatement faits et envoyés au laboratoire de référence de Padou en Italie

pour analyse ». Ils précisent qu'il y a une « forte suspicion de la présence du virus de la grippe aviaire ». En attendant la confirmation des résultats, les mesures conservatoires conformément au plan national de riposte contre les maladies animales ont été prises pour assainir la ferme. Il a été procédé à l'abattage, l'incinération et l'enfouissement des cadavres de volailles, la destruction des œufs, de la provende et du matériel d'élevage (mangeoires, alvéoles et litières). Les autorités annoncent avoir procédé à la désinfection des poulaillers et des magasins de stockage, à la mise sous quarantaine de l'exploitation avicole incriminée ainsi qu'à l'interdiction de mouvements des volailles. De même, les marchés à volailles et des provenderies dans le canton de Djaqlé ont été fermés pour une durée de 30 jours. Par ailleurs, les personnes cibles ayant eu des contacts avec la ferme avicole sont prises en charge médicalement. Les autorités rassurent les éleveurs que toutes les dispositions sont prises pour juguler cette crise de grippe aviaire si celle-ci venait à être confirmée par les résultats des analyses. Du côté des responsables du Fonds d'Ap-

pui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ), on informe tous les aviculteurs d'adopter les mesures préventives suivantes:

- _ Limiter les visites ;
- _ Éviter l'introduction des nouveaux animaux dans leur cheptel ;
- _ Désinfecter régulièrement les matériels, le pourtour du poulailler et de la ferme ;
- _ Éviter le partage des matériels d'élevage ou d'ingrédients entre éleveurs ou avec d'autres acteurs;
- _ Éviter de se serrer les mains

et respecter les mesures de distanciation sociale dans les provenderies ;

_ Informer, les vétérinaires, les zootechniciens ou la Direction de l'élevage en cas d'apparition d'un signe étrange ou de mortalité massive.

Rappelons que, la grippe aviaire est une « zoonose », c'est-à-dire une maladie qui se transmet de l'animal à l'homme et vice versa, vigilance donc.

Carole A.

Tentative de multiplication mystique d'argent : Victime et marabout jetés en prison à Kpalimé



La police togolaise vient de mettre la main sur un marabout et tradipraticien béninois de 57 ans à Kpalimé. En fuite dans cette ville située à 120 km de Lomé, l'homme s'est fait rattraper par les forces de l'ordre et de défense pour avoir escroqué le sieur Ablam d'une rondelette somme de 10.000.000 de francs CFA. Il ressort des faits rapportés par des sources policières que le sieur Ablam, victime de la supercherie du marabout, a saisi la Police Nationale pour l'ouverture d'une enquête pour escroquerie et faux monnayage. Le nommé Moustafa, 57 ans, de nationalité béninoise, marabout et tradipraticien, s'est fait remettre, par le plaignant, la somme de dix millions (10 000 000) F CFA pour la multiplier par des procédés mystiques ». D'après la police, les rituels prévus pour la circonstance ayant été faits, la victime a reçu une caisse avec pour instruction ferme de ne l'ouvrir qu'après trois jours avec la promesse d'y trouver son argent multiplié. Les trois jours passés, le pauvre Ablam ne trouvera qu'un gros python vivant dans la caisse, en lieu et place de l'argent escompté.

Ayant constaté que sa victime avait décelé sa supercherie, le mis en cause a pris la clé des champs et s'est réfugié à Kpalimé où il a été interpellé. Il a reconnu les faits et soutient, selon la police que l'argent s'est transformé en python parce que la victime n'a pas respecté scrupuleusement le rituel qui consistait à fournir une photo de l'un de ses enfants, destiné à mourir à l'issue de la cérémonie.

Au regard de ces faits, bien que le plaignant soit victime d'escroquerie commise par le marabout, il est lui-même présumé coupable de faux monnayage. Le Procureur de la République, saisi, a instruit de déférer le plaignant pour faux monnayage et le marabout pour escroquerie. « L'argent ne se multiplie pas de façon mystique », prévient la police nationale qui rappelle aux populations que tous ceux qui y ont cru et ont remis de l'argent dans cette expectative ont été escroqués. Elle appelle par ailleurs les populations à la vigilance afin d'éviter de tomber dans les filets des escrocs de plus en plus ingénieux.

La musique togolaise en deuil : Achi Déba s'en est allé !

Un grand artiste de la musique togolaise a quitté la terre des vivants ce dimanche 06 juin 2021 des suites d'une longue maladie. Il s'agit de Achi Déba, un ancien artiste des années 70. Disparu sur la scène musicale en 1998 et revenu au devant de la scène en 2010, Achi Déba, un mastodonte de la musique togolaise a tiré sa révérence des suites d'une longue maladie.

Achi Déba a débuté sa carrière en 1971 et en 1998, il a disparu de la scène musicale. Cet grand artiste qui a séduit plus d'un à travers ses mélodies comme Biova (Assevi ba sevi), Mawu deka et pleins d'autres, revient au devant de la scène en 2010 avec son 3



ème album qui a pour titre « Satisfecit ». Pour rappel, En juillet 1984, Achi Déba est distingué 2eme Prix au festival de la chanson Arista 2000 au Centre Culturel Français de Lomé. Cet grand artiste, en 1987, a remporté le 1er prix du concours de musique organisé dans 11 Etats Africains par la Banque Internationale de l'Afrique de l'Ouest (BIAO) sur le plan national avec « Pauvreté est maladie

Faure Gnassingbé inaugure un Data Center à Lomé

Le président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a inauguré vendredi 04 juin dernier à Lomé, un Data Center, une structure moderne qui va héberger les bases de données d'Etat, des sites internet des institutions publiques et privées de même que des services de Cloud.



Visite guidée du PR dans le Data Center

Financée par la Banque mondiale à hauteur de 12,7 milliards de francs CFA, dans le cadre du programme régional de développement des infrastructures (WARCIP), cette structure d'hébergement de données sensibles est la matérialisation de la stratégie de

croissance soutenue par la transformation digitale voulue par l'exécutif togolais.

Ce joyau devra permettre au Togo d'être « un hub digital attractif pour les investisseurs nationaux et étrangers, tout en garantissant la souveraineté numérique du pays ». Erigée sur

plus d'un hectare, Lomé Data Center permettra à l'Etat ainsi qu'aux entreprises (dont 400m2 pour le secteur privé et 100m2 pour le gouvernement), d'héberger leurs données dans un environnement sécurisé. Cette infrastructure est, selon les autorités togolaises, un Centre de données de colocation (Carrier Hotel), mieux un espace ultra protégé de stockage et d'administration de serveurs ainsi que de divers équipements informatiques pour les grandes, petites et moyennes entreprises.

« Lomé Data Center constitue une infrastructure majeure et revêt une importance stratégique, non seulement au regard de la dynamique de croissance de notre pays, mais aussi comme un puissant levier dans l'atteinte des objectifs de la feuille de route 2020-2025 », a expliqué à l'inauguration la ministre de l'Economie numérique et de la Transformation digitale, Mme Cina Lawson.

macite.infos

Le président Emmanuel Macron giflé : Voici les raisons du quidam

Le président de la République s'est pris une claque par un quidam, lors d'un déplacement à Tain-l'Hermitage. Que signifie le cri que le suspect a prononcé avant l'agression ? Emmanuel Macron, qui serrait de nouveaux des mains quelques minutes après, a commenté son agression...



Emmanuel Macron et son agresseur

«Il faut relativiser cet incident qui est, je pense, un fait isolé», a déclaré Emmanuel Macron au Dauphiné Libéré, au sujet de la gifle qu'il a reçue lors de son «tour de France des territoires», le 8 juin. «Il faut respecter les fonctions dans la République et je ne lâcherai jamais ce combat», a ajouté le chef de l'Etat avant d'insister: «Sur le principe, je serai intraitable, mais ne laissons pas des faits isolés, des individus ultraviolents, comme il y en a toujours quelques-uns dans les manifestations aussi, prendre possession du débat public : ils ne le méritent pas». Le président de la République n'a d'ailleurs pas cédé à la panique et avait continué visites et bains de foule dans les heures qui ont suivi la gifle.

«J'ai continué et j'ai salué les personnes présentes qui étaient à côté du monsieur et j'ai fait des photos avec el-

les. J'ai continué et je continuerai. Rien ne m'arrêtera», a-t-il assuré.

Dans la soirée du 8 juin, le domicile de l'agresseur a été perquisitionné, alors qu'il se trouvait en garde à vue. Pour l'heure en attendant les causes officielles qui ont poussé ce quidam à poser cet acte ignoble, on se contente des déclarations de l'un de ces compagnons à quelques minutes avant l'agression. En effet, au micro d'un journaliste français qui voulait savoir l'objet de leur présence à cette tournée du président Emmanuel Macron, le compagnon du quidam déclare d'être là pour exprimer son mécontentement face à Macron qui selon lui a occasionné le déclin de la France en affirmant que la France n'a pas de culture. Pendant ce temps, l'avocat du

«gifleur» pointe du doigt le non respect par Macron des mesures barrières (1 mètre). C'est pourquoi il mérite une gifle.

Selon l'article 222-13 du code pénal français, les agresseurs risquent trois ans d'emprisonnement et 45 mille d'euros d'amende pour avoir giflé Emanuel Macron, l'homme qui incarne la 5e puissance du monde: La France.

Rappelons qu'en 2011, l'homme qui avait tiré violemment Nicolas Sarkozy par le col lors d'un déplacement à Brax dans le Lot-et-Garonne avait été condamné à 6 mois de prison avec sursis assortis de 3 ans de mise à l'épreuve, d'une obligation de soins en milieu hospitalier et d'un stage de citoyenneté de deux jours.

La vie sexuelle

Elle contribue énormément à l'épanouissement mental. Un couple qui s'entend bien sur le plan sexuel arrive à mieux gérer ses problèmes ! Quel que soit l'âge, il faut toujours sur ce plan improviser.



Dans beaucoup de cultures, la femme mariée « se range », n'ose plus certaines choses ou carrément prendre des initiatives lors des relations sexuelles, par peur d'être mal vue par le mari, et considère souvent et à tort que tous les deux forment désormais « un vieux couple ». Détrompez-vous ! Quelle que soit la culture à laquelle on appartient, la femme doit toujours participer pleinement à l'acte sexuel. L'homme doit également aider la femme dans ce sens en se montrant plus aimant et plus communicatif. Sans cela, la routine s'installe.

Un problème aussi survient souvent à la femme, et devient un handicap dans le couple : c'est la perte de fermeté du vagin. Certaines situations peuvent affaiblir dangereusement les muscles pelviens : efforts constants pour vider les intestins ou la vessie, accouchements, surplus de poids, etc. Avant ou après un accouchement, le vagin peut perdre sa fermeté entraînant souvent des plaintes et des gênes.

Pour essayer de remédier à ce problème, beaucoup de femmes font recours à des plantes ou autres produits qu'elles introduisent périodiquement dans le vagin. Cette pratique est très dangereuse car non seulement elle entraîne des infections, mais elle peut aboutir, dans les cas les plus graves, à un dérèglement de l'équilibre naturel du vagin qui pourrait des fois se retrouver complètement soudé et nécessitant une intervention chirurgicale pour le rouvrir ! Comme le dit si bien le docteur Kodjo Wonégou, gynécologue-obstétricien à Lomé, « lorsque ces objets séjournent longtemps dans le vagin, cela peut entraîner une synéchie, c'est-à-dire que les objets provoquent des plaies qui pour cicatriser, finissent par souder les parois vaginales ».

Suivez plutôt ces conseils de Catherine Solano, sexo-

logue, pour muscler, raffermir et redonner de la tonicité au vagin et mieux orgasmer. « Le vagin est un fourreau doux et moelleux, entouré de muscles très puissants. Et ce sont ces muscles qui donnent sa tonicité, sa fermeté, son dynamisme, son énergie.

Pourquoi faire travailler les muscles qui entourent le vagin ?

Plus ils seront puissants, plus les sensations sexuelles seront voluptueuses, plus l'orgasme viendra rapidement et facilement, plus la capacité naturelle du vagin à serrer, à caresser le pénis de l'intérieur sera évidente. Du coup, avec des muscles en béton, faire l'amour est plus agréable pour les deux partenaires ! Malheureusement, ces muscles sont souvent en chewing-gum, parce que personne n'a l'idée de les faire activer. Un détail important : l'orgasme féminin qu'il soit vaginal ou clitoridien passe toujours par des contractions involontaires et rythmiques des muscles du vagin. Ainsi, lorsque ces muscles sont puissants, cela facilite aussi bien l'orgasme clitoridien que l'orgasme vaginal.

Comment faire travailler ces muscles ?

Apprenez d'abord à les repérer : ils entourent le vagin. Pour les percevoir il suffit de serrer le vagin. Facile à dire, pas forcément à faire quand on ne l'a jamais expérimenté ! Pour vous aider, vous pouvez introduire un doigt à l'intérieur du vagin (un tout petit peu suffit) et le contracter. Vous devez sentir un serrement autour du doigt, ou moins un léger mouvement.

Il existe une autre méthode : lorsque vous urinez, bloquez le jet en plein milieu. Pour réussir ce geste, vous contractez les muscles du vagin.

A suivre

Carole A.

Stage des Éperviers en Turquie : Jonas Kokou Komla satisfait du bilan

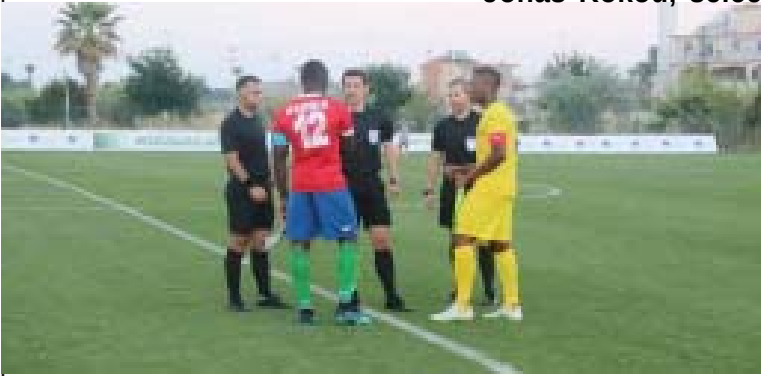
Une défaite (1 – 0) face à la Gambie et une victoire contre la Guinée Conakry (2 – 0). Ce sont là, les résultats obtenus par l'équipe des Éperviers du Togo à l'issue de son stage d'Antalya en Turquie.

Selon l'entraîneur intérimaire de l'équipe nationale des Éperviers du Togo, Jonas Kokou Komla, le bilan au cours de ce stage a été "satisfaisant".

« C'est un bon bilan.



Jonas Kokou, sélectionneur des Eperviers



Les deux capitaines lors du match Togo-Gambie

Au-delà du fait même des résultats, nous avons bien travaillé. C'était pour voir la cohésion de l'équipe. C'était

une première sortie pour voir ce qu'il fallait faire sur le terrain et en dehors, parce qu'après ça, il n'y aura plus

d'autres stages. On a vu l'état d'esprit de tout un chacun qui est bon. Donc on va se projeter sur les échéances à venir», s'est-il félicité.

Il faut rappeler qu'en août prochain, les Éperviers du Togo vont être repris en main par le Portugais, Paulo Duarte, recruté par la Fédération togolaise de football (FTF) pour succéder au Français, Claude Le Roy

Daniel A.

ONU : Antonio Guterres rempile pour un mandat de quatre ans de plus

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) a approuvé, mardi 8 juin, l'attribution d'un second mandat sur la période 2022-2026 pour son secrétaire général de 72 ans, en poste depuis le 1er janvier 2017.

Il sera attendu sur la résolution des nombreux conflits en cours dans le monde.

Lors d'une brève session à huis clos, le Conseil de sécurité, clé dans le processus de nomination, a été unanime pour recommander à l'Assemblée générale de l'ONU de prolonger Antonio Guterres, a annoncé l'ambassadeur estonien Sven Jürgenson et actuel chef de l'Assemblée générale. La confirmation formelle du second mandat du Portugais est attendue le 18 juin.

L'ex-Premier ministre portugais était seul en lice. Une dizaine de candidatures individuelles n'ont pas été retenues au motif qu'elles n'étaient pas soutenues par l'un des 193 pays membres de l'Organisation.

Antonio Guterres est depuis le 1er Janvier 2017 le Secré-



Antonio Guterres, Patron de l'ONU

taire Général de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Auparavant, António Guterres a été Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de 2005 à 2015, devenant ainsi le 10e Haut-Commissaire du HCR. Avant son entrée en fonction au HCR, Monsieur Guterres avait passé plus de 20 ans dans les services gouvernementaux, occupant le poste de Premier Ministre du Portugal de 1996 à 2002. De 1991 à 2002, António Guterres a également fait partie du Conseil d'Etat du Portugal. Au début des années

80, António Guterres a été membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et Président de la Commission sur la démographie, la migration et les réfugiés. Auparavant, entre 1976 et 1979, il avait été membre de la Commission de l'intégration européenne qui a négocié l'entrée du Portugal dans l'Union européenne. Il a obtenu en 1971 son diplôme d'ingénieur de l'Institut technique supérieur de Lisbonne et a enseigné la physique et les télécommunications dans cette institution de 1972 à 1975. En 2003, il est responsable des chaires de développement durable et de l'innovation en qualité de professeur invité de l'Institut technique supérieur.

rfi.fr

Mali : Le premier ministre Choguel Maïga vers une gouvernance « de rupture »

Il aura fallu une heure au colonel Assimi Goïta, après sa prestation de serment comme président de la transition, pour désigner un premier ministre. « Le temps est notre ennemi », a commenté le nouveau président malien, avant de signer le décret de nomination de Choguel Maïga. Du temps, il n'en reste plus beaucoup à ce dernier – neuf mois – avant la fin annoncée de la transition. Il devra vite former un gouvernement et s'attaquer à quantité de défis.



Le nouveau PM de la transition malienne

« C'est un homme qui n'a pas peur de travailler, il imprimera sa marque, et nul doute qu'il saura relever les défis », assure Salia Samake, ami de longue date de ce routier de la politique, à trois reprises candidat à la présidence (en 2002, 2013 et 2018) sous la bannière du Mouvement patriotique pour le renouveau (MPR). Choguel Maïga, précise toutefois ce proche, devra rassembler, car « seul, il ne peut rien ».

Le défi du rassemblement

Rassembler : ce sera le premier mur à franchir pour cet ingénieur en télécommunication de 63 ans, natif de Tabango, dans la région de Gao, dont les idées et les combats ont pu déplaire y compris au sein du Mouvement du 5-Juin/Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), le mouvement de contestation dont il est une figure, qui a contribué à la chute de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) en août 2020.

Choguel Maïga a ainsi toujours milité pour une relecture de l'application de l'accord de paix de 2015 entre l'ex-rébellion du Nord et Bamako, ou, récemment, pour une dissolution du Conseil national de la transition présidé par un

putschiste : des institutions de la transition qu'il qualifiait, il y a peu, de « régime militaire déguisé » avant d'accepter ses nouvelles fonctions. « Rester inflexible n'est pas très politique. J'attends de le voir à l'œuvre avant de conclure qu'il est plus conciliant sur certains sujets », commente Salia Samake.

La rupture avec un « système »

Lors de sa première déclaration, le nouveau premier ministre a promis une gouvernance de rupture qui « sortira le Mali de l'ornière ». Rupture avec un « système » qu'il n'a cessé de décrier au cours des premières manifestations contre IBK, mais dont il est un rouage depuis plus de trois décennies, comme ses détracteurs ne cessent de le lui rappeler. Étudiant en URSS dans les années 1980, Choguel Maïga militait pour le régime dictatorial de Moussa Traoré, dont il revendique l'héritage. Il deviendra par la suite ministre sous les présidences Amadou Toumani Touré (2002-2012) puis IBK (2013-2020). Avant de s'ancrer dans l'opposition.

rfi.rr

CHRONIQUE DE LA SEMAINE
chaque jeudi dans les kiosques

www.chroniquedelasemaine.com



Communiqué Conjoint :

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale rappellent aux opérateurs économiques que les produits énumérés à l'article 2 de l'arrêté interministériel n° 005/MEF/MCIPSPT du 06 février 2017 à savoir : **eaux, bières, jus de fruits, vins, vermouths, boissons alcoolisées ou non et tabacs**, ne peuvent être offerts ni affichés à la vente et moins encore être vendus, s'ils ne comportent pas de **marque sécurisée obligatoire**.

Il leur est donc demandé de marquer, **sans délai**, tous les produits qui sont dans le champ d'application du **marquage sécurisé obligatoire entré en vigueur le 1^{er} septembre 2020**. Les produits non marqués seront considérés comme provenant de l'importation illégale (sans déclaration, contrebande) ou de la contrefaçon.

Pour rappel, les équipements pour les lignes de production automatisée et les vignettes pour les importateurs et les petits fabricants locaux sont disponibles au siège de la Société SICPA sise à la Cité OUA en face de CI-CARE joignable au numéro 00228 22 53 59 50.

Pour la création de compte **Solution Automatisée de Marquage (SAM)** et le référencement des articles soumis au marquage sécurisé obligatoire, il est demandé aux opérateurs économiques de prendre contact avec le Point Focal SICPA à l'OTR joignable aux numéros ci-après 90 09 98 85/22 53 14 35, email : dkponor@otr.tg.

Les contrôles aux frontières et inspections aux points de ventes intérieurs débutent le **jeudi 1^{er} juillet 2021** sur toute l'étendue du territoire national.

Les contrevenants s'exposeront à la rigueur de la loi conformément au Code des Douanes National, au Code Général des Impôts et au Livre de Procédures Fiscales.

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale comptent sur le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 07 MAI 2021

Le Ministre de l'Economie et des
Finances



Sani YAYA

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie
et de la Consommation Locale



S. Kodjo ADEDZE